

VANSINA (Jan)

LE RWANDA ANCIEN.

Le Royaume nyiginya

Paris, Karthala, 2001, 289 pages.

LE POINT DE VUE DE DAVID NEWBURY

« À quelles conditions une histoire du Rwanda est-elle possible », peut-on d'abord se demander ? La réponse est simple : une histoire est toujours possible. Mais ce n'est pas la préoccupation de Vansina : sa question porte sur la nature même de l'histoire à écrire. Selon lui, le Rwanda ancien nous offre des guides méthodologiques spécifiques pour une telle recherche. J'examinerai ici les implications de cette approche.

« L'exploration des sources subalternes comme pouvoir subversif » aurait pu convenir comme sous-titre à cet ouvrage. La relation conventionnelle entre les données et les idéologies s'y trouve en effet renversée. En général, les premières servent à construire les secondes ; ici, elle les déconstruit, ce qui produit une vision radicalement neuve du pouvoir pré-colonial et de l'histoire étatique. Cette représentation du Rwanda ancien met particulièrement bien en lumière les effets déformants des idéologies royales et le caractère sélectif de l'historiographie de cour qui en résulte. Rappelons que l'histoire popularisée à l'époque coloniale fait remonter la dynastie à un ancêtre *nyiginya* tombé du ciel au XI^e siècle. Selon cette version, le royaume rwandais aurait été fermement établi dès le XV^e siècle. La preuve ? Seize règnes se sont succédé sans rupture, manifestant la continuité patri-

linéaire de la dynastie. Vansina rompt avec cette vision trop idéologique de l'histoire et propose les observations suivantes : 1) L'histoire du royaume n'est pas équivalente à l'histoire des rois. 2) L'histoire de la royauté ne fournit pas une histoire politique complète. 3) L'origine du royaume est plus récente qu'on ne le disait ; elle date des environs de 1700. 4) Les rois, dont le pouvoir était variable, n'étaient ni autocratiques ni tout-puissants. 5) La succession politique n'était pas plus déterminée que l'histoire politique n'était prédestinée. 6) La centralisation politique n'était pas fondée sur une administration territoriale uniforme et intégrée, et surtout pas sur l'entité rwandaise actuelle. 7) Les expéditions militaires n'étaient pas toujours victorieuses. 8) Les dirigeants n'étaient ni plus intelligents ni davantage « nés pour commander » que leurs sujets ; les luttes de succession en sont la preuve.

La clarté avec laquelle Vansina fait la distinction entre sources officielles et témoignages du commun nous permet de tirer d'importantes conclusions. Il indique que quatre informateurs – seulement – constituent les sources de Schumacher, Delmas et Kagame, Pagès, lui, s'appuyant plutôt sur des informateurs hors de l'entourage royal direct. Schumacher, qui identifie clairement ses sources, est le plus



intéressant parce qu'il fait ressortir les origines différentes de témoignages discontinus et qu'il révèle les constructions ultérieures, notamment celles de Kagame. Les principaux informateurs – les « historiologues », comme les appelle Vansina – se fréquentaient et se consultaient fréquemment. Les principaux enquêteurs – ceux que Vansina nomme les « historiographes » – puisaient aux mêmes sources, se connaissaient et connaissaient leurs travaux respectifs. Leur dialogue produisit peu à peu, tandis qu'ils œuvraient au sein du même univers intellectuel, une histoire « officielle ». Cette orthodoxie prit forme en 1936, année où Alexis Kagame commençait ses enquêtes. Par son travail critique, Vansina nous fait donc assister à la naissance d'une hégémonie historiographique.

« VANSINA RESTE CENTRÉ
SUR UNE CRITIQUE DE L'HISTOIRE
DYNASTIQUE PLUTÔT QU'IL
NE PROPOSE UNE NOUVELLE VISION
DU ROYAUME. »

En marge de cette histoire, plusieurs centaines de récits historiques *ibitekerezo* étaient rejetés dans une position subalterne. Recueillis de 1950 à 1962 par ou sous la direction de Vansina, ils n'avaient pas été systématiquement analysés ni utilisés jusqu'ici. D'autres documents, notamment les sources allemandes les plus anciennes, contribuent aussi à remettre en question les orthodoxies royales et à rendre sa complexité à l'histoire. Cependant, malgré la puissance de son argumentation, l'ouvrage de Vansina reste centré sur une critique de l'histoire dynastique plutôt qu'il ne propose une nouvelle vision du royaume.

Selon Vansina, la lignée royale *nyiginya* commence avec Ruganzu II Ndori. Sa révision de l'origine dynastique, il est vrai, soulève des questions fondamentales. Ainsi, sur la

base de liens linguistiques et de continuités institutionnelles, Vansina situe l'origine de Ruganzu au nord. Pourtant, les dissonances entre les formes de la royauté au Nkore et les structures rwandaises suggèrent que la conception idéologique de la royauté rwandaise s'est développée à partir de croyances et de pratiques qui lui préexistaient, et qui devinrent centrales aux XVII^e et XVIII^e siècles. Jusque récemment, ces modèles de légitimité étaient aussi en vigueur dans les régions situées à l'ouest du Rwanda, et les sources relatives aux interactions de Ruganzu avec ces régions auraient dû être davantage exploitées.

Si Ruganzu Ndori est reconnu comme fondateur de la dynastie, la légitimité qui reposait sur la longévité dynastique s'écroule. En réinscrivant les actions des rois dans le cours de l'histoire, en les extrayant des cercles magiques de la répétition, Vansina nous fait entrevoir des innovateurs engagés dans la construction de la royauté. Nous pouvons enfin transcender les idéologies royales et gommer les dates des traditions de la cour (1091 ou 1460) pour planter l'arbre généalogique aux environs de 1700. D'autres que Vansina avaient fait cette proposition, mais celui-ci s'appuie sur des données archéologiques et climatiques pour valider les analyses critiques qui mettent en cause les traditions orales. Reste qu'en rétablissant les rois comme acteurs concrets et non plus comme symboles, on perçoit le danger qu'il y a à restreindre l'analyse à la lignée royale et à la seule histoire de la cour. En effet, à l'inverse des symboles, les acteurs interagissent avec d'autres, dans un univers matériel, au-delà des cercles royaux. Aussi, alors que Vansina a rendu possible une enquête plus étendue, la prise en compte de ces « autres » qui sont en relation avec les rois et la cour devient nécessaire. Bien qu'une histoire détaillée de la lignée royale soit d'une valeur inestimable, une telle étude invite en quelque sorte à élargir son propre objet.

Après avoir liquidé l'idéologie des cycles généalogiques, l'étape suivante est une révision de la longueur des règnes, ou même l'expurgation de certains rois. Dès lors, l'historien s'interroge sur la fabrication des listes de rois, sur les motifs de l'insertion de certains noms et sur les usages qui en furent faits pour rendre, par exemple, des annexions légitimes. C'est dans l'histoire des générations ultérieures que l'on trouve les raisons de ces transformations généalogiques, le prédécesseur royal du même nom servant de prétexte aux actions du successeur, ce dernier le glorifiant aux seules fins de se justifier. Cependant, cela reste à prouver par une véritable enquête scientifique, comme le suggère le travail de Vansina.

Au-delà de son apport à notre compréhension des lignages royaux, un tel ouvrage est primordial par la posture qu'il incite l'historien du Rwanda à prendre : il lui faut séparer l'histoire du Rwanda de celle de ses rois. Foin du triomphalisme des sources officielles ! Grâce à ce travail, nous voici désormais plus aptes à situer les faits dans un contexte social plus large, à observer les marginalisés autant que les bénéficiaires des processus historiques. Ainsi, le seul nombre des victimes de l'expansion *nyiginya* révèle que celle-ci fut une catastrophe pour la population. Parmi les victimes figuraient en bonne place les propriétaires de bétail, ce qui remet en question l'existence chez eux d'une « ethnicité » dérivée de leur culture économique, et détruit l'idée que ces propriétaires de bétail (les Tutsi, pourrait-on dire) aient toujours fait front commun et agi comme un seul groupe. Enfin, ce travail nous incite à réexaminer l'évolution de l'institution royale au cours de son histoire.

Revenons à notre question initiale : « à quelles conditions une histoire du Rwanda est-elle possible ? », et aux réponses qu'y apporte l'auteur : insérer les rituels dans l'histoire,

tant sous leurs aspects idéologiques et pratiques que dans leurs formes légitimantes ou, au contraire, subversives. Cette démarche, Vansina ne la limite pas à la théorie. Les preuves empiriques de changements et les répercussions politiques de ces derniers minent les orthodoxies royales.

« VANSINA ATTIRE
NOTRE ATTENTION
SUR LES COMPARGES DU POUVOIR
ET SUR CEUX QUI SONT
EXCLUS DE SES BÉNÉFICES. »

Il nous guide au-delà des idéologies, nous dévoile les institutions et les acteurs de la royauté et attire notre attention sur les comparses du pouvoir et sur ceux qui sont exclus de ses bénéfices. Ce faisant, il contribue à éclaircir le concept de pouvoir, montrant que l'étude de ce dernier porte aussi bien sur ses pertes que sur ses gains, sur les croyances autant que sur les ressources et, enfin, sur les ruptures et les dislocations autant que sur les renforcements.

Ce livre brillant n'est donc pas seulement un monument en lui-même. Vansina balise de nouvelles pistes de réflexion et de recherche. Son ouvrage de 1962 fut la base des recherches pour toute une génération. Le recul dont celui-ci fait preuve témoigne de l'évolution des méthodologies, du progrès des connaissances et d'une sophistication accrue dans la compréhension de l'histoire. Beaucoup plus détaillé que le précédent, il pourrait marquer un nouveau départ dans la connaissance de l'histoire régionale.

David Newbury
Smith College, Northampton



LE POINT DE VUE DE JEAN-PIERRE CHRÉTIEN

Le Rwanda précolonial ressort sensiblement mieux éclairé de la récente synthèse de Jan Vansina, mais l'éclairage reste sombre. Ce parcours de trois siècles, étêté des légendes qui le prolongeaient en amont du XVII^e siècle dans les traditions officialisées par le regretté Alexis Kagame, se termine, à la veille de la conquête allemande et missionnaire qui s'effectue entre 1897 et 1907, par le règne de Rwabugiri, dépeint sous les couleurs d'une scène de cauchemar préparant aux horreurs du génocide de 1994. Même si l'auteur peut se poser en « professionnel non impliqué dans les affaires du Rwanda actuel », son ouvrage se conclut sur deux propositions qui l'engagent : « la société actuelle est une descendante de celle de 1900 » et le passé est un « laboratoire d'expériences humaines ». Nous sommes ainsi amenés à réfléchir sur trois grandes questions : celles de la nature et de la trajectoire de l'État monarchique ancien, de la dimension historique de l'ethnicité hutu-tutsi et, enfin, du métier d'historien confronté à la mémoire collective dans une société de culture orale.

« LE RWANDA PRÉCOLONIAL
RESSORT MIEUX ÉCLAIRÉ
DE LA RÉCENTE SYNTHÈSE DE VANSINA,
MAIS L'ÉCLAIRAGE RESTE SOMBRE. »

Jan Vansina nous rappelle utilement, au cas où nous l'ignorierions encore, que le Rwanda n'est ni tombé du ciel, ni n'a été importé clefs en main par un conquérant éthiopien, et que la principauté *nyiginya* initiale n'est pas encore le Rwanda que nous connaissons depuis le XX^e siècle. Le mot Rwanda lui-même a-t-il désigné initialement une « étendue d'es-saimage » parmi d'autres ? Pourquoi pas.

Washington n'est-elle pas la capitale d'une étendue en croissance depuis le XVIII^e siècle qui se baptise banalement les « États-Unis ». La formation politique qui émerge avec le *mwami* Ruganzu Ndori vers le milieu du XVII^e siècle s'appuie, comme les autres royaumes de la région des Grands Lacs, sur deux ressorts fondamentaux, religieux et guerrier. À la différence de ses voisins (sauf sans doute le Nkore), le système politique mis en place combine un mode de prestations centralisées par une cour, elle-même démultipliée en plusieurs résidences royales, avec un réseau d'armées articulé au contrôle du bétail et des pâturages, le tout soudé très tôt par des contrats de clientèle pastorale, le fameux *ubuhake*.

L'histoire des XVIII^e et XIX^e siècles est marquée par une centralisation croissante : mise en place de camps militaires aux frontières, séjour à la cour des principaux chefs, enrichissement des rituels monarchiques et manipulations des traditions au profit de la dynastie, tout cela surtout à partir du règne de Cyirima Rujugira (paradoxalement un usurpateur venu du Gisaka voisin). L'expansion du royaume date surtout du XIX^e siècle, selon des logiques guerrières et agropastorales, mais aussi commerciales, et elle se consolide visiblement sous le règne du dernier souverain indépendant, Kigeri Rwabugiri. Mais ce n'est pas l'avis de Jan Vansina, qui voit dans ce règne le triomphe à la fois des déchirements d'une aristocratie de cour, structurellement destructeurs de toute centralisation administrative, et celui d'un despotisme aussi sanguinaire que réellement impotent : une « anarchie centralisée », écrit-il. C'est la colonisation qui aurait construit un État centralisé. Certes, la bureaucratie à l'européenne a peu à voir avec celle d'une société sans écriture et sans monnaie. Mais le Rwanda était-il plus « anarchique »

que le Burundi ou le Buganda de la même époque révélés d'après des travaux récents ? Rien ne semble pouvoir être mis au crédit de l'ordre politique ancien dans ce pays qui, l'auteur le reconnaît pourtant, a connu à cette époque une croissance démographique sensible, des changements agricoles cruciaux et une expansion territoriale indéniable. Les contradictions du système sont perçues comme une sorte d'impasse, un « précipice de l'anomie ». Les lecteurs de Suétone ou de Tacite (dont les récits croustillants ne sont pas loin des chroniques dites *ibitekerezo* venues des cours des rois ou des chefs rwandais) auraient pu aussi penser que l'Empire romain était déjà pourri sous les premiers successeurs d'Auguste, s'il n'y avait eu d'autres sources.

Les relations entre agriculteurs et éleveurs, dont on sait à la fois l'importance sociologique et le caractère idéologique obsédant dans cette région d'Afrique, sont traitées dans toute leur complexité et leur dynamique historique. Les nombreuses références au travail de Jean N. Nkurikiyimfura (assassiné en 1994) sur l'historicité du gros bétail attestent d'ailleurs que la réflexion avait de ce point de vue bien progressé (en Afrique comme en Europe) depuis l'œuvre (trop) classique de J.-J. Maquet parue en 1954. « Il faut rejeter radicalement les conjectures de grandes migrations massives qui jonchent la littérature », écrit Vansina. Ce sont des institutions sociopolitiques, notamment le fonctionnement des armées, les réserves foncières pastorales dites *bikingi* et la corvée agricole dite *buretwa* (au XIX^e siècle) qui ont accompagné « le processus qui donna naissance aux catégories stratifiées connues aujourd'hui sous les étiquettes hutu et tutsi », véritable déchirure de la société observable déjà vers 1900. Et l'« on peut péremptoirement rejeter l'avis de ceux qui attribuent la distinction entre Tutsi et Hutu et leur hostilité mutuelle aux idées et aux actions des maîtres coloniaux ». La trajectoire de l'ethnisation est donc bien balisée. Le terme hutu lui-même

(signifiant « dépendant », « sujet », « domestique ») apparaît comme le support d'une globalisation de la situation de la majorité des habitants par rapport à la catégorie des « éleveurs » concernée par l'identification tutsi, en fonction de la mainmise politique pastorale sur le pouvoir.

Mais le débat reste ouvert sur cette question délicate. L'évidence générale de cet antagonisme social est en effet contredite par d'autres constats présents aussi dans ce livre, même pour la fin du XIX^e siècle : les principales victimes des luttes politiques sont les aristocrates eux-mêmes et, à un niveau plus humble, les

« LE RWANDA ÉTAIT-IL PLUS
“ANARCHIQUE” QUE LE BURUNDI
OU LE BUGANDA DE LA MÊME ÉPOQUE
RÉVÉLÉS D'APRÈS DES TRAVAUX
RÉCENTS ? »

simples éleveurs exposés aux razzias de leurs bêtes, et non les agriculteurs ; les conseillers les plus durables d'un roi comme Rwabugiri ont été des roturiers, comme le fameux Bisangwa (sans que Jan Vansina se hasarde à les étiqueter hutu ou tutsi, ces identités ne jouant pas encore un rôle aussi important que les « clans », *amoko*), et l'émigration vers l'est ou vers l'ouest concerne autant des éleveurs « tutsi » que des défricheurs « hutu ». Enfin, sans que l'on puisse entrer ici dans le détail, beaucoup d'affirmations sur les rapports sociaux aux XVII^e et XVIII^e siècles restent connotés « ethniquement » au-delà de ce que les sources semblent vraiment permettre.

De même, il est rappelé que la grande peste bovine de 1891 a réduit de nombreux petits éleveurs à ne plus être perçus comme tutsi et que, durant les siècles précédents, les « bonnes » ou « mauvaises » familles représentaient une distinction plus fondamentale ; cependant, l'auteur parle de « trois populations



biologiquement différentes au ^{xx}e siècle ». Quant au concept de « haine raciale » repérable dans un récit du capitaine Heinrich Bethe en 1898, il ne reflète pas une idée « personnelle » de cet officier allemand, mais la vision généralement répandue sur cette région d'Afrique du milieu du ^{xix}e siècle à la fin du ^{xx}e siècle, mise en application systématiquement par tous les pouvoirs en place de 1900 à 1994. C'est pourquoi il me semble que la question du champ sémantique du terme *ubwoko*, désignant aujourd'hui l'« ethnie » et autrefois généralement le « clan », reste ouverte : le premier sens est-il clairement attesté avant les années 1930, date de son application aux documents d'identité ? « La polarisation entre Tutsi et Hutu était donc passée au premier plan dans la conscience populaire avant la mort de Rwabugiri. Et elle y restera », écrit Jan Vansina. Mais il note aussi que la conscience de ce clivage se développa avec « l'inscription de cette qualité sur toutes sortes de papiers de recensement ». Affaire à suivre, donc ...

« VANSINA POURSUIT ICI SON
COMBAT POUR UNE HISTOIRE
RIGoureuse CONTRE
DE PRÉTENDUES CERTITUDES
DE LA "TRADITION ORALE". »

L'historien est toujours meilleur dans les questionnements que dans les réponses. C'est peut-être ce qui distingue finalement l'histoire de la mémoire, avec ses certitudes. Jan Vansina poursuit ici son combat pour une histoire rigoureuse contre de prétendues certitudes de la « tradition orale ». Il reprend d'une certaine façon le débat noué durant les années 1960 avec l'abbé Kagame sur la chronologie et sur la fausse continuité de la dynastie *nyiginya*. L'arrivée au pouvoir de Ndori, présentée comme une usurpation dis-

simulée dans son ouvrage de 1962 (un peu comme la fondation de Rome par les Étrusques cachée par Tite-Live), est devenue en 2001 un *terminus a quo*, les bribes de légendes antérieures étant renvoyées à la poubelle des mystifications. Faudrait-il tout jeter de *L'Illiade* et de *L'Odyssée* dans la connaissance de la Grèce archaïque ? Le même positivisme critique qui avait conduit nombre d'historiens à revaloriser les sources orales dans les années 1960 (et Jan Vansina fut notre maître sur ce plan) conduirait-il aujourd'hui à un doute radical à leur égard ? Ce n'est pas ce que suggère vraiment ce livre, puisque presque tout son contenu est fondé sur des sources orales, qui ont transité par l'œuvre de Kagame ou par la thèse du père Schumacher (un travail de 1936), s'ajoutant aux propres enquêtes de Jan Vansina dans le cadre de l'Institut de recherches scientifiques en Afrique centrale (Irsac) entre 1957 et 1962. On peut alors s'étonner du contraste entre la critique serrée des sources portant sur la chronologie politique, et l'espèce de certitude qui entoure la reconstitution des rapports sociaux aux ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles. Les références utilisées conduisent même à se demander si ces descriptions ne sont pas teintées de projections des réalités de la première moitié du ^{xx}e siècle sur les siècles antérieurs, bien que l'auteur se défende évidemment de toute tentation de « présent ethnographique ». Sur ce point également la discussion reste ouverte. Culturellement cependant l'emploi de certains concepts, comme « militarisme », ne traduit-il pas ce risque ? Le militarisme à la prussienne peut induire une même qualification pour la politique de Louvois sous Louis XIV, mais l'appliquera-t-on au règne de Charles VII (créateur de « gens d'armes » permanents) ou à Charlemagne pour ses raids tous azimuts à la belle saison ? Peut-on dire que les Massai des ^{xviii}e et ^{xix}e siècles étaient militaristes ? Chaka et ses Zoulous, peut-être ? Le métier d'historien réside aussi dans ces incertitudes du vocabulaire.

Si, comme le note Jan Vansina, « on ne peut absolument pas traiter les sources orales comme des sources écrites », cela signifie aussi que la transmission orale des connaissances dans une société sans écriture suit une logique spécifique, très bien soulignée naguère par Maurice Houis à partir d'une approche de sociolinguiste. Les mots ont un poids spécifique, différent de celui de propos de table ou de commentaires d'un sondage dans une banlieue contemporaine. La mémoire collective doit toujours être critiquée, située, appréciée et interprétée. Mais, quand elle a pris la forme de « traditions orales », elle mérite une approche qui n'est pas non plus celle des considérations sur les aventures de la mémoire collective à l'âge du livre, de la radio, de la télévision et de l'Internet, où tant d'informations et de polémiques se bousculent. Le problème des sources orales dans ce cas africain est différent de la question globale de la « mémoire collective », thème dont nous connaissons l'effet de mode aujourd'hui. L'historien a donc un effort d'interrogation et aussi d'imagination redoutable à effectuer en permanence pour aller au-delà des pré-

occupations et des rhétoriques du moment. C'est même cet effort de distanciation qui le met en porte-à-faux par rapport à beaucoup d'attentes extérieures. Jan Vansina le sait très bien quand il met en garde contre les leçons du passé. Pourquoi donc conclure ce livre par des allusions à des réalités passées jugées prémonitoires ou instructives, à la manière des *exempla* de Cornelius Nepos ou des

« LA MÉMOIRE COLLECTIVE
DOIT TOUJOURS ÊTRE CRITIQUÉE,
SITUÉE, APPRÉCIÉE
ET INTERPRÉTÉE. »

enseignements de Fénelon au Dauphin ? La vengeance attire la vengeance. Le pouvoir ne doit pas être concentré... L'actualité tragique du Rwanda représente un défi contemporain qui nous semble aller bien au-delà dans la mise en perspective des continuités et des ruptures historiques d'une société africaine de l'ère postcoloniale.

Jean-Pierre Chrétien
MALD/ CNRS-Paris-I

LE POINT DE VUE DE DANIELLE DE LAME

Faits de chair et d'os et faillibles sous la plume de l'historien, soustraits au carcan de l'idéologie qui les offrait à la fascination, les rois restent au centre de l'ouvrage de Vansina, *Le Rwanda ancien. Le royaume nyiginya*. Des questions subsistent, que l'historien lui-même suscite en remettant en mouvement les foisonnements de l'histoire. Comment ces rois étaient-ils présents dans la vie des populations ? Peut-on écrire une histoire sociale de la monarchie rwandaise ? Pourquoi est-il

important de « repeupler » le pays et pourquoi la nation rwandaise doit-elle parvenir à une lecture critique de son histoire récente ?

L'histoire officielle se vouait à la légitimation de la dynastie, mêlant le religieux, l'économique et le politique. Les rituels royaux consacraient la sainteté d'une dynastie identifiée au territoire et intégraient différentes fractions de la population dans la célébration des cycles généalogiques. Certes discrets, ces rituels participaient d'une vision du monde



partagée par les gens du commun. Les pouvoirs des chefs de lignage, réduits à mesure que ceux de la royauté s'imposaient, reposaient sur un mécanisme analogue. À quel point le peuple était-il celui des rois ?

« LE SORT DES POPULATIONS
RURALES N'APPARAÎT QUE PAR
LA BANDE DANS LA RECONSTRUCTION
NUANCÉE DE L'HISTOIRE
DU PETIT ROYAUME. »

Le sort des populations rurales n'apparaît que par la bande dans la reconstruction nuancée de l'histoire du petit royaume. Le mythe d'un Rwanda précolonial idyllique s'effondre. Rwabugiri, soumis aux pressions de sa maison et des lignages puissants, ne fut pas le dernier rempart à une décadence importée. Pour le connaisseur du Rwanda, une continuité dans la vie des cercles proches du pouvoir se maintient jusqu'à la période la plus récente. Vansina contribue ainsi à la nécessaire « corrosion d'une historiographie statique du Rwanda¹ ». L'ouvrage de J.-J. Maquet est enfin jugé pour ce qu'il est, une mystification produite et entretenue dans le contexte de l'histoire coloniale. La critique ébranle les travaux de Kagame, Schumacher, Reisdorff, auxquels les biographies recueillies par H. Codere ou les travaux de Linden font écho². Le mérite de Vansina aurait encore été plus grand s'il avait pris en compte le contexte régional et des données anthropologiques. Certains aspects de la culture rwandaise restent, en effet, représentés dans la lignée d'une littérature assez conventionnelle. Les échanges de vaches ne quittent guère la sphère de la clientèle *ubuhake*, même si l'auteur indique les variations de cette institution au cours du temps. D'autres interrogations subsistent par ailleurs : la racialisation de la division Hutu/Tutsi, les stéréotypes pasteurs tutsi/agri-

culteurs hutu, pasteurs itinérants/agriculteurs sédentaires.

Je me contenterai ici de signaler quelques faits : Vansina démontre l'existence d'un antagonisme Hutu/Tutsi antérieur à la colonisation (pp. 172-178). Une fois récusé son caractère racial, il faut retenir la morgue générale des puissants à l'égard des plus faibles, ce dont témoignent d'autres textes³. La carte d'identité changea en une « quasi-fatalité » une identité définie, dans la culture populaire, en fonction de critères multiples et des circonstances. Or, la date de l'instauration d'une carte d'identité pour tous les Rwandais reste incertaine. Les statistiques coloniales se faisaient en termes d'homme adulte valide (HAV), les seuls intéressants pour la corvée. On sait à présent que les femmes les remplaçaient parfois. Aucun document publié ne porte la trace d'un quelconque recensement qui, au cours des années 1930, aurait établi une discrimination entre « Tutsi pasteurs » et « Hutu agriculteurs » sur la base arbitraire de la possession de dix vaches. Jusqu'à preuve du contraire, il ne s'agit là que d'une rumeur.

La spécialisation des tâches que Vansina met en cause (p. 173) reste présente au cours de l'ouvrage. Dans les faits, Hutu et Tutsi étaient en majorité agriculteurs-éleveurs, la possession de bétail étant surtout liée à la richesse. Avoir pu amasser du bétail pouvait entraîner un « surclassement » au prix de la perte de la propriété du troupeau qui était inclus, *ipso facto*, dans le cheptel royal. L'agriculture et le statut de défricheur n'étaient pas l'apanage des seuls Hutu (du moins lorsqu'on projette dans le passé l'usage actuel du terme), et la pratique de l'agriculture était également liée à la richesse : l'aisance permettait à des journaliers – ou à des journalières – de remplacer la maîtresse de maison aux champs. Les pratiques mettent en exergue l'importance rituelle et identificatoire du rapport à la terre. À l'inverse du recours identitaire aux chefs de lignage, puis au roi, le recours à des chefs

politiques imposés constituait un recours profane ambigu tantôt utilisé, tantôt évité. Au niveau religieux, l'apprivoisement des forces naturelles au bénéfice de la continuité des lignages et du royaume faisait consensus. Cela, Vansina le montre, n'a pas empêché la noblesse de cour d'entraîner le pays dans des désordres croissants, ni les chefs de lignage ou les individus de mener à bien leurs stratégies, migration incluse. Sous réserve d'un risque d'anachronisme, ces observations peuvent contribuer à « repeupler » le Rwanda de ses paysans.

Les généalogies et les témoignages des gens du commun ne sont pas d'une grande profondeur historique. Le lecteur referme l'ouvrage de Vansina à l'aube d'une période mieux documentée, et nul ne lui fera grief d'une limite aussi pertinente. Cependant, Vansina entend présenter « une histoire qui pourrait servir de fondation commune à tous pour penser et réfléchir sur l'avenir » (p. 241). Il se situe ainsi sur le plan des pratiques sociales en rendant contemporain le passé revisité. Qu'en sera-t-il fait ? L'effort ultime, mais non le plus aisé, consiste à analyser le présent sans solution de continuité avec le passé.

Un tel gouffre temporel et narratif ouvre parfois la voie à une indignation que l'on peut résumer en ces termes : « On ne peut pas ainsi tout détruire ! » Certains avaient vu la révision des généalogies dynastiques⁴ comme une attaque contre l'abbé Alexis Kagame. L'historien est confronté à deux figures emblématiques : l'historiographie de cour et son principal porte-parole. Vansina fait justice à l'historien Kagame qui appartient comme lui au monde académique. Le lecteur ne pourra combler le fossé temporel où s'épanouit la colonisation, et il gardera à l'esprit l'aire géographique, variable selon les périodes, de l'État *nyiginya*. Il devra aussi s'informer ailleurs pour dissiper l'impression trompeuse d'une culture incomparable justificatrice d'un repli. L'imprécision manipulée donnait au corpus

des traditions une capacité de mobilisation⁵. L'indignation identitaire, ramassée dans le « tout détruit », surgit du détail historique rendu à la vie et à ses contingences. Pourquoi est-il important de poursuivre l'histoire du Rwanda jusqu'à l'époque actuelle et dans sa diversité ? C'est que, suivant la voie que nous trace Vansina, il faut dissiper la confusion entre l'article de foi et la conscience historique.

« SUIVANT LA VOIE QUE
NOUS TRACE VANSINA,
IL FAUT DISSIPER LA CONFUSION
ENTRE L'ARTICLE DE FOI
ET LA CONSCIENCE HISTORIQUE. »

Cette confusion se noue, en effet, jusque dans le contexte actuel d'une mondialisation discriminatoire. Les inégalités exacerbent les réflexes d'autodéfense face à une moralité « cosmopolite ». Les discours organisent simultanément ce qui se cache et ce qui se donne à voir. Le précédent historique conserve son pouvoir magique. Une connaissance historique ouverte sur l'intelligence du présent se voit ainsi interdite de conscience. La recherche d'un confort momentané peut motiver une telle attitude. L'apprentissage de la démocratie que Vansina suggère aux Rwandais peut-il s'accommoder de ce confort ? Ne faudrait-il pas que le peuple soit reconnu, connu, pour être représenté ? Dans quelles conditions la reconnaissance des réalités historiques anciennes et récentes peut-elle devenir acceptable ? À la condition que soient perçus les risques de la mystification et de la manipulation. La production d'une histoire de statut scientifique pourrait être un investissement des plus importants pour la paix. Elle repose sur des options politiques de justice sociale. Les études anthropologiques en milieu rural ne se sont multipliées que dans les dernières



années de la Deuxième République. Les médias ne sont pas étrangers à l'entretien des stéréotypes : le public aime à retrouver les figures et les auteurs connus. Les travaux plus pointus restent donc peu diffusés et méconnus⁶, d'autant qu'ils empêchent le confort des visions idéologiques simples et sécurisantes. Ils risquent, en outre, d'être assimilés aux républiques sous lesquelles ils ont été réalisés, d'être enterrés par les pourvoyeurs d'aide et les bénéficiaires locaux. Si tel était le cas, les idéologies conserveraient un potentiel de mobilisation dont une histoire érigée en mythe pourrait encore être l'instrument.

Danielle de Lame

Musée royal de l'Afrique centrale, Tervuren

1. C. et D. Newbury, « Bringing the peasants back in agrarian themes in the construction and corrosion of statist historiography in Rwanda », *American Historical Review*, n° 3, 2000, pp. 831-877.

2. J.-J. Linden, *Church and Revolution in Rwanda*, Manchester, Manchester University Press, 1977 ; J.-J. Maquet, *Le Système des relations sociales dans le Rwanda ancien*, Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale, 1954.

3. Voir notamment H. Codere, *The Biography of an African Society, Rwanda 1900-1960*, Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale, 1973.

4. J. Vansina, *L'Évolution du royaume rwandais des origines à 1900*, Bruxelles, Académie royale des sciences d'outre-mer, 1962.

5. Mes amis rwandais évoqueront avec moi le proverbe : « *Akari mu ngomo Kamenya umwiru na niy-rayo* » (« Ce qui est dans le tambour, seul son fabricant et son propriétaire le savent »).

6. D. de Lame, « Plaidoyer pour l'incertitude, remède à l'ignorance », in O. Lanotte, C. Roosen et C. Clément (dir.), *La Belgique et l'Afrique centrale de 1960 à nos jours*, Bruxelles, Paris, GRIP Éditions, 2000.